

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work- Fatherland

NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS

ECAM 4

STATISTIQUES SUR LA GOUVERNANCE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (GPS) AU CAMEROUN EN 2014

1. Introduction

Le Cameroun a pris l'engagement au niveau de l'Union Africaine, de produire les statistiques sur la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS). Pour les besoins d'harmonisation et de comparaison, un module sur ces statistiques de GPS a été formalisé dans la Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA) adoptée par les Chefs d'Etat et de gouvernement en 2010.

En effet, face aux défis liés à la bonne gestion des affaires publiques et aux préoccupations majeures relatives à la paix et à la sécurité en Afrique, il est devenu indispensable de mettre à la disposition des décideurs africains, du Secrétariat du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) et de tout autre utilisateur, des statistiques fiables dans les trois domaines susvisés. Ceci permettra de les aider à mieux cibler les actions à mener afin de prévenir et de gérer efficacement les conflits qui déstabilisent le pays et rendent impossible l'instauration du climat de paix et de sécurité, condition *sine qua non* dans le processus de développement économique et social.

Répondant à cet engagement, et pour la première fois, le Cameroun a introduit ce module dans la quatrième édition de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4) réalisée fin 2014. Ce module a pour but de décrire, suivre et analyser l'expérience et la perception des populations adultes en matière de GPS. Les données sont construites sur la base d'un échantillon représentatif de 4 926 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national dans lesquels seules les personnes de 18 ans ou plus, sélectionnées suivant une méthode aléatoire, ont répondu elles mêmes aux questionnaires.

Le présent rapport d'analyse donne à la classe politique et aux acteurs du développement des éclairages inédits et fort intéressants sur l'expérience et la perception de la population adulte quant au fonctionnement de la démocratie, des institutions publiques, l'implication des citoyens dans la prise de décisions les concernant, leur rapport avec les élus (sénateurs, députés et maires). Par ailleurs, il relève les principales menaces à la paix et la sécurité qui pèsent sur la population, avec un focus particulier sur les personnes ou catégories les plus exposées.

Les résultats sont présentés selon les quatre thématiques abordées dans l'enquête :

- ✓ Démocratie et droits de l'homme,
- ✓ Qualité des institutions et corruption,
- ✓ Relations pouvoir-citoyens,
- ✓ Paix et sécurité.

2. Démocratie et droits de l'homme

Le module sur la Gouvernance a permis de recueillir les opinions de la population adulte du Cameroun sur l'adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs ainsi que sur le fonctionnement de la démocratie et le respect des droits fondamentaux. La grande majorité des personnes de 18 ans ou plus (91%) est attachée à la démocratie. Des neuf caractéristiques de la démocratie considérées dans l'étude, celles les plus évoquées comme essentielles par 90% des adultes sont : la liberté politique, la tenue d'élections libres et transparentes, la liberté de religion et la liberté d'association.

Outre la démocratie, deux autres types de régime ont été proposés à l'appréciation de la population. Celle-ci se montre fondamentalement opposée à toute forme de régime autoritaire, qu'il soit dirigé par un « homme fort » ou par l'armée. Moins d'un adulte sur cinq juge chacun de ces deux systèmes politiques de façon positive (moins de 10% sont pour qu'un « homme fort » dirige le pays ; 14% pour que l'armée ait le contrôle des décisions politiques).

La population adulte juge sévèrement le fonctionnement de la démocratie. Ainsi, 64% de la population sont globalement insatisfaits de la manière dont les principes démocratiques sont mis en œuvre et 23% affirment même que la démocratie fonctionne très mal. Par ailleurs, environ un adulte sur cinq (19%) considère que les droits de l'homme ne sont jamais respectés.

L'absence de discrimination est une dimension fondamentale de l'égalité devant la loi, massivement plébiscitée par la population. Des dix formes de discrimination retenues dans l'étude, 61% de la population adulte affirme avoir subi au moins une forme de discrimination au cours des douze mois précédant l'enquête. Les hommes sont relativement plus nombreux à dénoncer l'existence de discriminations, d'un ordre ou d'un autre, mais aussi à en avoir été victimes. Par ailleurs, 68% d'hommes sont d'accord avec l'idée que les hommes et les femmes aient les mêmes chances d'être élus à des postes politiques, contre 78% de femmes.

3. Qualité des institutions et corruption

Le taux d'accès de la population aux institutions (Administration en général, Justice, Police, Santé publique, Education publique, Administration fiscale, Sécurité sociale, Mairie, Commission électorale) est très variable. Le pourcentage le plus faible est enregistré au niveau de la sécurité sociale (11%) et le plus élevé au niveau de la santé publique (63%). Les urbains émettent presque toujours des opinions plus critiques que les ruraux. Toutefois, ces critiques sont à nuancer quand l'on se restreint à la population ayant été en contact avec les institutions. En effet, l'accès tend à influencer positivement sur le jugement émis par la population : des indices de confiance de 70% et de 71% sont obtenus respectivement chez

ceux qui ont eu accès aux structures de santé publique et aux structures d'éducation publique. Ainsi, la méfiance ou l'opinion émise par certaines catégories de la population peut en partie résulter d'a priori ou d'éventuelles rumeurs.

Dans l'ensemble, la corruption, qui est un fléau entravant le bon fonctionnement des institutions, est décriée par 44% de la population et plus de la moitié de celle du milieu urbain. Dans l'ensemble, 91% de la population déclare (approche subjective) que les agents de la police/gendarmerie ou de l'administration fiscale sont impliqués dans la pratique de la corruption. Il convient toutefois de relever pour le relativiser que ce niveau de perception de la corruption est en décalage avec les faits vécus. C'est ainsi qu'au cours des douze mois précédant l'enquête 17% d'adultes en contact avec l'administration (soit près d'un usager sur cinq) ont été effectivement victimes d'actes de corruption de la part de fonctionnaires indécents. Par administration, le niveau de corruption basé sur l'expérience personnelle (faits vécus) se situe à 14,3% pour les personnes ayant été en contact avec la police/gendarmerie et à 5,5% pour celles ayant été en contact avec le fisc.

S'agissant de la lutte contre la corruption, 60% de la population adulte déclarent être au courant de l'existence d'un organisme de lutte contre la corruption et 62% se disent informés des efforts des autorités publiques en la matière. Cependant, 69% expriment un jugement défavorable quant à l'efficacité des actions gouvernementales anti-corruption.

4. Relation pouvoir-citoyens

Les résultats de l'étude révèlent un sentiment d'éloignement des élus (notamment des parlementaires et des élus locaux) de la part de la population. Avec 59% d'opinions favorables, les chefs traditionnels font exception et sont perçus comme toujours ou souvent à l'écoute de la population. Par ailleurs, près de trois quarts des adultes au Cameroun dénoncent le peu de cas que font les autorités locales en matière d'information des populations et 73% émettent une opinion défavorable en ce qui concerne la fourniture des services au niveau des communes. Néanmoins, l'insatisfaction de la population à l'égard de ses élus locaux s'explique en partie par l'inadaptation du pouvoir qu'ils détiennent. En effet, plus de la moitié des adultes (53%) estime que l'étendue du pouvoir des autorités locales est insuffisante pour exercer les missions qu'elle veut leur voir dévolue.

S'agissant de la prise en compte des préoccupations et des demandes de la population par les hommes politiques tels que les ministres et les chefs de partis politiques, l'opinion de la population est, dans son ensemble, peu favorable. En effet, 75% de la population estiment que les politiciens ne pensent qu'à leurs propres intérêts. Cette opinion est plus défavorable chez les hommes, les populations urbaines et les personnes non pauvres.

En ce qui concerne la participation aux élections, 77% de personnes interrogées déclarent avoir participé à l'élection présidentielle de 2011 et 76% aux élections législatives et municipales de 2013. Les raisons les plus avancées pour justifier l'abstention sont que « *voter ne sert jamais à rien* » et « *pas de candidats représentant leurs aspirations* ».

Au-delà du vote, la participation à la vie politique via l'adhésion à un parti politique reste faible : 17% d'adultes sont membres d'un parti politique. En outre, les adultes se montrent

assez peu intéressés par la politique : 36% affirment n'avoir « aucun intérêt pour la politique » et 31% déclarent qu'ils ne sont pas vraiment intéressés. Ce désintérêt relatif pour la chose politique contraste avec la participation associative et sociale. Au total, 63% de la population s'impliquent d'une façon ou d'une autre dans une association. L'immense majorité a le statut de simple membre et 18% sont plus fortement impliqués en faisant partie des dirigeants des associations.

5. Paix et sécurité

Les principales menaces ressenties par les adultes sont d'abord d'ordre économique, à savoir la pauvreté et le chômage. Respectivement 85% et 84% de la population se sentent très ou assez menacées par ces risques. Viennent ensuite, la santé (74%) et la faim (73%). Cependant, le risque terroriste inquiète aussi, bien que dans une moindre mesure (67%). Le sentiment d'insécurité en lien avec la menace terroriste ou d'agression extérieure est plus fort et dénoncé par les populations des régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Est.

Plus proche de la vie quotidienne, 48% d'adultes ont peur de marcher seuls la nuit dans leur quartier ou village et 40% de rester seuls à leur domicile la nuit. La nuit est toujours plus anxiogène pour les urbains alors que le sentiment d'insécurité est plus fort de jour pour ceux du milieu rural. Au total, 27% d'adultes assurent se sentir globalement en sécurité pour tous les types d'insécurité abordés dans l'enquête, et parmi eux 9% se sentent parfaitement en sécurité.

S'agissant de la criminalité, 29% d'adultes ont été victimes d'une agression ou d'un vol au cours des douze mois précédant l'enquête. Les vols hors du domicile et les effractions à domicile sont les plus répandues : ils ont affecté, chacun, au moins une fois, 14% de la population adulte. Les crimes et délits sont peu rapportés et quand ils le sont, ce n'est pas nécessairement auprès des autorités de police et de gendarmerie chargées de les enregistrer.

En termes de perception, 7% de la population considèrent que le risque d'être victime de la criminalité est élevé et 21% pensent qu'il est plutôt élevé.

La possession d'armes à feu est très peu répandue : 3% d'adultes affirment qu'eux-mêmes ou un autre membre de leur ménage en possèdent. En outre, 15% d'adultes expriment le besoin d'en posséder. Par ailleurs, la proportion de la population adulte qui déclare avoir été menacée par une arme n'est pas négligeable : 8% au total dont 3% par une arme à feu et 5% par un autre type d'armes, comme les armes blanches (couteaux, machettes, etc.).

Dans ce contexte général, les relations interpersonnelles au sein de la population sont marquées d'une certaine méfiance : 51% de la population déclarent faire confiance à la plupart des gens qui les entourent. Des sept groupes considérés, la confiance envers les membres de sa famille est plus élevée (88%) qu'envers d'autres groupes (personne d'un autre groupe ethnique, religieux, d'une autre nationalité, d'une autre langue, opinion politique, les voisins).

Une proportion de 13% de la population juge qu'il existe des tensions ou de la violence entre différents groupes vivant dans leur localité. Les conflits proviennent de quatre causes

majeures : les disputes territoriales (21%), les conflits agro-pastoraux (16%), la compétition économique (18%) et les conflits ethnolinguistiques (16%). En perspective, 38% de la population est convaincue que la situation devrait s'améliorer en 2015 contre 24% qui la verraient empirer. Au niveau régional, c'est dans le Nord-Ouest que l'on compte la part la plus importante de la population qui anticipe une augmentation des conflits par rapport à l'année 2014.

En cas de conflit, les autorités traditionnelles sont sollicitées par 54% de la population, et jusqu'à 66% en milieu rural. En outre, 78% de la population qui a eu recours à une structure de résolution des conflits (formelle ou informelle) s'estiment satisfaites de la manière dont leur cas a été traité.

Si l'on s'intéresse plus particulièrement aux forces de l'ordre, ces dernières sont jugées plus ou moins efficaces dans la résolution des problèmes de sécurité : 12% de la population les jugent très efficaces et 44% assez efficaces. Par ailleurs, la population estime que les forces de l'ordre se livrent à différentes formes de discrimination, notamment suivant le statut économique : 73% des adultes pensent que les forces de l'ordre ne traitent pas de la même manière les pauvres et les riches. En outre, 14% de la population affirment avoir été contraintes à payer un pot de vin aux forces de l'ordre.

Malgré les critiques formulées précédemment, de manière générale, la grande majorité des adultes (69%) fait dans l'ensemble confiance à l'Etat pour assurer sa protection, celle de sa famille ou encore de ses biens contre la criminalité.

6. Conclusion

En définitive, les résultats ainsi obtenus, en raison de leur pertinence, méritent une bonne appropriation nationale et, partant, une revue ciblée des politiques et des stratégies développées par l'Etat et ses démembrés impliqués, en vue d'améliorer ses performances dans les trois domaines susmentionnés.

L'exploitation conjointe des présents résultats et de ceux issus du rapport d'analyse des indicateurs de la chaîne pénale au Cameroun en 2014 et des rapports thématiques de l'ECAM 4 pourrait faciliter la compréhension et, partant, contribuer au renforcement des mesures en faveur de la gouvernance, de la paix et de la sécurité.